

Mesdames et Messieurs,

Merci de votre accueil. Je tiens beaucoup à aller en région à la rencontre des services de ce Ministère, que j'ai la charge mais aussi l'honneur de diriger. Je ne reste que quelques heures à Montpellier, mais j'ai voulu que nous puissions avoir cet échange. J'ai pu apprécier la complexité de la tâche de l'Insee et aussi la passion du service public qui vous anime et la fierté du travail que vous faites. Une rencontre s'imposait, à la fois parce que des évolutions importantes sont en cours – j'en dirai un mot dans un instant – et parce que je souhaitais vous dire moi-même, et rapidement, comment nous rompons avec les pratiques du Gouvernement précédent.

Je n'ai pas un amour sélectif des statistiques, je ne souhaite pas un INSEE complaisant. Ce n'est pas ma conception du rôle de l'INSEE. Ce n'est pas non plus ma conception du rôle du politique. Nous avons la chance d'avoir un Institut reconnu en France et très largement au-delà de nos frontières pour la qualité de ses analyses, pour son indépendance, et pour sa capacité à s'adapter. Je le vois pour ce qu'il est : un atout pour le ministère, pour le Gouvernement et pour le pays. Le pilotage économique est un exercice délicat : à titre personnel, je préfère disposer d'une boussole fiable qui m'avertira si le dérapage dans le décor est imminent. Le Gouvernement est là pour réussir le redressement économique de la France, pas pour se faire plaisir avec des chiffres faussement flatteurs.

Je sais pouvoir compter dans cette optique sur le professionnalisme et le sens du service public des agents de l'INSEE. Nous avons plus que jamais besoin de mobiliser ces qualités, alors que nous traversons une zone de turbulence économique. C'est pourquoi je prendrai appui sur les ressources et les talents de l'Institut, sa culture propre, aussi, qui irrigue le ministère et au-delà, l'ensemble de l'administration, grâce aux services statistiques ministériels. Ce ne sont pas de vaines paroles : si l'on trouve jusque dans mon cabinet des administrateurs de l'Institut, c'est parce que l'expertise de ses économistes et des ses statisticiens est à la fois précieuse, et appréciée.

Quelques mots pour parler de l'avenir de l'INSEE. Plus précisément, parlons budget, et parlons emploi.

En matière de budget, vous connaissez le contexte actuel. L'heure est au sérieux, pas à la multiplication des dépenses. Mais cela n'implique pas, au sein d'une administration, d'appliquer uniformément les mêmes règles, sans discernement ni souci d'équité. J'ai constaté, en arrivant à la tête du Ministère, que les moyens de l'INSEE avaient été réduits de manière excessive, voire inconsidérée, au cours des cinq dernières années. J'ai voulu corriger cette tendance dans le cadre des arbitrages budgétaires : le budget de fonctionnement courant de l'Institut est en hausse. Je crois que ce rééquilibrage s'imposait.

Côté emploi, je veux voir aboutir rapidement le chantier du statut des enquêteurs de l'INSEE. Nous sommes en bonne voie. Les crédits nécessaires pour la pleine mise en œuvre du nouveau cadre d'emploi seront disponibles en loi de finances pour 2013 : 8 millions d'euros d'apport net au budget de l'INSEE, qui traduisent de manière très concrète la volonté de l'administration, et la mienne, de rendre ce cadre opérationnel le plus vite possible. C'est une étape essentielle pour sortir d'une forme de précarité les enquêteurs, qui font un travail remarquable pour la production statistique, et pour organiser un vrai déroulement de leur carrière au sein de l'Institut.

Je sais qu'ils suivent les progrès de ce chantier de très près. Il reste des questions juridiques à aplanir, mais l'objectif est de proposer un contrat aux 1200 enquêteurs de l'Institut le plus rapidement possible et d'avoir un cadre de gestion opérationnel le 1^{er} janvier 2013, puisque le budget le permet. L'ensemble des droits que la législation en vigueur leur donne seront accordés. Ce chantier est ouvert depuis longtemps, nous sommes proches du but, alors tenons le cap.

Un mot très rapide pour finir, concernant le centre statistique de Metz. J'ai pris la mesure de la complexité de ce dossier, de sa sensibilité pour les personnels de l'INSEE mais aussi pour les acteurs locaux. Des discussions interministérielles sont en cours. Je me rendrai prochainement à Metz avec le directeur général pour rencontrer les agents qui y travaillent et visiter les locaux. J'examinerai les conditions de la poursuite du déploiement des effectifs de l'Institut en Moselle, avec un double souci, à la fois de ne pas déstabiliser l'Insee et de ne pas affaiblir cette région de France à laquelle des promesses ont été faites. Je ferai un point d'étape approfondi à l'issue de cette visite et l'ensemble des effectifs de l'INSEE devra en être informé pour que les décisions soient prises dans la transparence.

Merci à tous d'être venus et je vous dis encore une fois toute ma considération, toute ma confiance et toute mon admiration pour le travail que vous faites.